

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE,
SERVICE PUBLIC DE WALLONIE
ET COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2018/11921]

29 MARS 2018. — Accord de coopération d'exécution entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la concertation intrafrancophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières

Vu les articles 128 et 138 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi spéciale du 6 janvier 2014, notamment les articles 5, § 1^{er}, I et II, et l'article 92bis, § 1^{er};

Vu le décret spécial de la Communauté française du 3 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment les articles 3, 6°, 3, 7°, et 10;

Vu le décret spécial de la Région wallonne du 11 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment les articles 3, 6°, 3, 7°, et 10;

Vu le décret de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 4 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment les articles 3, 6°, 3, 7°, et 10;

Vu l'accord de coopération-cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la concertation intrafrancophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières;

Considérant qu'il convient d'assurer la cohérence et la convergence des politiques menées par la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française en matière de soins de santé et d'aide aux personnes, en mettant en œuvre les mécanismes de concertation prévus par l'accord de coopération-cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières;

Considérant qu'il est nécessaire d'associer à cette concertation les acteurs impliqués dans ces matières afin de garantir une meilleure efficacité des politiques menées par la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française;

Considérant qu'il convient de mener des politiques aussi homogènes et cohérentes que possible dans ces matières, au regard notamment des normes en vigueur dans ces entités fédérées;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, Rudy Demotte,

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, Willy Borsus,

La Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale, représentée par son Collège en la personne de sa Ministre-Présidente, Fadila Laanan,

Ont convenus ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Au sens du présent accord, on entend par :

1° accord-cadre : l'accord de coopération-cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières;

2° comité : le comité ministériel institué par l'article 4 de l'accord de coopération-cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières;

3° organe : l'organe de concertation institué par l'article 8 de l'accord de coopération-cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières.

CHAPITRE 2. — Composition de l'organe de concertation

Art. 2. Dans le respect des principes énoncés à l'article 8 de l'accord-cadre, l'organe est composé de vingt-huit membres désignés la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française.

Ces membres sont :

- Pour la Région wallonne (12 membres)

1. 2 représentants des organismes assureurs

2. 2 représentants des organisations professionnelles du secteur de l'aide et des soins ainsi que des organisations représentatives des hôpitaux, établissements, ou services d'aide et de soins ou de leurs gestionnaires

3. 2 représentants du secteur de l'action sociale

4. 2 représentants des organisations représentatives de l'ensemble des employeurs et des organisations représentatives de l'ensemble des travailleurs indépendants

5. 2 représentants des organisations représentatives de l'ensemble des travailleurs salariés

6. 1 représentant des associations représentatives des personnes handicapées ou de leur famille

7. 1 représentant des fédérations d'institutions et de services qui s'adressent à des personnes handicapées

- Pour la Communauté française (8 membres)

1. 1 représentant des syndicats interprofessionnels

- 2. 1 représentant des mutualités
- 3. 1 représentant des Fédérations hospitalières
- 4. 2 représentants du secteur de l'enfance
- 5. 1 représentant du secteur de la prévention et promotion santé
- 6. 1 représentant du CCAJ (Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse)
- 7. 1 représentant du secteur des partenaires des Maisons de justice
 - Pour la Commission communautaire française (8 membres)
- 1. 1 représentant des usagers
- 2. 1 représentant des mutuelles
- 3. 1 représentant des syndicats
- 4. 1 représentant de la promotion de la santé
- 5. 2 représentants de l'ambulatoire
- 6. 1 représentant du secteur handicapé
- 7. 1 représentant de l'organisation représentative des secteurs de l'action sociale et de la santé

Art. 3. La désignation des personnes physiques représentant les membres de l'organe visés à l'article 2 interviendra, à la discrétion de ceux-ci, après l'approbation du présent accord de coopération d'exécution par les Gouvernements des parties au dit accord.

Pour chaque représentant effectif, un suppléant pourra être désigné au sein du même membre. Le suppléant remplace le représentant effectif en cas d'absence et achève son mandat en cas de décès ou de démission.

La représentation des membres au sein de l'organe ne donne pas droit à l'octroi d'un jeton de présence.

Art. 4. Les personnes physiques représentant les membres visés à l'article 2 sont désignées pour la durée de la législature.

Art. 5. Les membres d'une assemblée législative ainsi que leurs collaborateurs, les membres d'un exécutif ainsi que et les fonctionnaires et agents des administrations concernées ne peuvent pas faire partie de l'organe.

Les membres de Cabinets ne peuvent pas en faire partie si cette fonction représente plus d'1/10^{ème} de leur temps de travail complet.

CHAPITRE 3. — *Fonctionnement de l'organe de concertation*

Art. 6. Les modalités de convocation et de réunion de l'organe seront établies dans son règlement d'ordre intérieur visé à l'article 11 de l'accord-cadre.

L'élaboration de ce règlement d'ordre intérieur devra être inscrite à l'ordre du jour de la première réunion de l'organe.

La première réunion de l'organe sera convoquée à l'initiative du président du Comité ministériel.

CHAPITRE 4. — *Dispositions finales*

Art. 7. Le présent accord de coopération d'exécution est soumis à l'approbation des gouvernements de la Communauté française et de la Région wallonne ainsi que du Collège de la Commission communautaire française.

Art. 8. Le présent accord de coopération d'exécution entre en vigueur dès sa publication au *Moniteur belge*.

Fait à Bruxelles, le 29 mars 2018 en autant d'exemplaires qu'il y a de parties contractantes, en langue française.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,

R. DEMOTTE

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,

W. BORSUS

La Ministre-Présidente du Collège de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,

F. LAANAN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP, WAALSE OVERHEIDSDIENST EN FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2018/11921]

29 MAART 2018. — Samenwerkingsovereenkomst tot uitvoering tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie houdende het intrafrancofoon overleg op het gebied van gezondheid en bijstand aan personen en de gemeenschappelijke principes die van toepassing zijn in deze materies

Gezien de artikelen 128 en 138 van de Grondwet;

Gezien de bijzondere wet van 8 augustus 1980 van de institutionele hervormingen, gewijzigd door de bijzondere wet van 6 januari 2014, met name de artikelen 5, § 1, I en II, en artikel 92bis, § 1; Gezien het bijzonder decreet van de Franse Gemeenschap van 3 april 2014 met betrekking tot de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening wordt overgedragen aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, met name de artikelen 3, 6°, 3, 7°, en 10;

Gezien het bijzonder decreet van het Waalse Gewest van 11 april 2014 met betrekking tot de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening wordt overgedragen aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, met name de artikelen 3, 6°, 3, 7°, en 10;

Gezien het decreet van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 april 2014 met betrekking tot de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening wordt overgedragen aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, met name de artikelen 3, 6°, 3, 7°, en 10;

Gezien de kader-samenwerkingsovereenkomst van 27 februari 2014 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie met betrekking tot het intrafrancofoon overleg op het gebied van gezondheid en bijstand aan personen en de gemeenschappelijke principes die van toepassing zijn in deze materies;

Overwegende dat de coherentie en de convergentie van het beleid gevoerd door de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie op het gebied van gezondheid en bijstand aan personen dient te worden verzekerd, door toepassing van de overlegmechanismen voorzien door de kader-samenwerkingsovereenkomst van 27 februari 2014 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie met betrekking tot het intrafrancofoon overleg op het gebied van gezondheid en bijstand aan personen en de gemeenschappelijke principes die van toepassing zijn in deze materies;

Overwegende dat het noodzakelijk is de actoren die betrokken zijn in deze materies samen te brengen om zo een grotere efficiëntie te verzekeren van het beleid van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Overwegende dat een zo homogeen en coherent mogelijk beleid dient te worden gevoerd in deze materies, ten aanzien ondermeer van de geldende normen in deze gefedereerde entiteiten;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van haar Minister-president, Rudy Demotte,

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van haar Minister-president, Willy Borsus,

De Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door haar College in de persoon van haar Minister-president, Fadila Laanan,

Zijn overeengekomen wat volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Definities*

Artikel 1. In deze overeenkomst wordt verstaan onder :

1° kaderovereenkomst : de kader-samenwerkingsovereenkomst van 27 februari 2014 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie met betrekking tot het intrafrancofoon overleg op het gebied van gezondheid en bijstand aan personen en de gemeenschappelijke principes die van toepassing zijn in deze materies;

2° comité : het ministercomité ingesteld door artikel 4 van de kader-samenwerkingsovereenkomst van 27 februari 2014 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie met betrekking tot het intrafrancofoon overleg op het gebied van gezondheid en bijstand aan personen en de gemeenschappelijke principes die van toepassing zijn in deze materies;

3° orgaan : het overlegorgaan ingesteld door artikel 8 van de kader-samenwerkingsovereenkomst van 27 februari 2014 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie met betrekking tot het intrafrancofoon overleg op het gebied van gezondheid en bijstand aan personen en de gemeenschappelijke principes die van toepassing zijn in deze materies;

HOOFDSTUK 2. — *Samenstelling van het overlegorgaan*

Art. 2. Met respect voor de principes vernoemd in artikel 8 van de kaderovereenkomst wordt het orgaan samengesteld uit 28 leden die worden aangeduid door de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie.

Deze leden zijn :

- Voor het Waalse Gewest (12 leden)

1. 2 vertegenwoordigers van de verzekeringsinstellingen

2. 2 vertegenwoordigers van de beroepsorganisaties van de sector hulp en verzorging en van de representatieve organisaties van de hospitalen, instellingen of diensten voor hulp en verzorging of hun beheerders

3. 2 vertegenwoordigers van de sector sociale actie

4. 2 vertegenwoordigers van de representatieve organisaties van het geheel van de werkgevers en de representatieve organisaties van het geheel van de zelfstandige werknemers

5. 2 vertegenwoordigers van de representatieve organisaties van het geheel van de loontrekkenden

6. 1 vertegenwoordiger van de representatieve organisaties van de personen met een handicap of hun familie.

7. 1 vertegenwoordiger van de federaties van instellingen en diensten die zich richten tot personen met een handicap

- Voor de Franse Gemeenschap (8 leden)

1. 1 vertegenwoordiger van de interprofessionele vakbonden

2. 1 vertegenwoordiger van de mutualiteiten

3. 1 vertegenwoordiger van de ziekenhuisfederaties

4. 2 vertegenwoordigers van de sector kindweldzijn

5. 1 vertegenwoordiger van de sector voor gezondheidsbevordering en preventie

6. 1 vertegenwoordiger van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd.

7. 1 vertegenwoordiger van de sector van de partners van de Justitiehuizen

- Voor de Franse Gemeenschapscommissie (8 leden)

1. 1 vertegenwoordiger van de gebruikers

2. 1 vertegenwoordiger van de mutualiteiten

3. 1 vertegenwoordiger van de vakbonden
4. 1 vertegenwoordiger van de gezondheidspromotie
5. 2 vertegenwoordigers van de ambulante zorg
6. 1 vertegenwoordiger van de gehandicaptensector
7. 1 vertegenwoordiger van de representatieve organisatie van de sectoren van de sociale actie en de gezondheid

Art. 3. De aanwijzing van de fysieke personen die de leden van het orgaan bedoeld in artikel 2 vertegenwoordigen zal gebeuren, naar keuze van laatsgenoemden, na goedkeuring van deze samenwerkingsovereenkomst tot uitvoering door de Regeringen van de betrokken partijen.

Voor elke effectieve vertegenwoordiger kan een plaatsvervanger worden aangeduid. De plaatsvervanger vervangt het effectieve lid in geval van afwezigheid en beëindigt zijn mandaat in geval van overlijden of ontslag.

De vertegenwoordiging van de leden bij het orgaan geeft geen recht op presentiegeld.

Art. 4. De fysieke personen die de leden van het orgaan bedoeld in artikel 2 vertegenwoordigen, worden aangeduid voor de duur van de legislatuur.

Art. 5. De leden van een wetgevende vergadering en hun medewerkers, de leden van een executieve en tevens de ambtenaren en personeelsleden van de betrokken administraties kunnen geen deel uitmaken van het orgaan.

De kabinetsleden kunnen er geen deel van uitmaken indien deze functie meer dan 1/10de van hun totale werktijd vertegenwoordigt.

HOOFDSTUK 3. — *Werking van het overlegorgaan*

Art. 6. De procedures voor het bijeenroepen en voor de vergadering van het orgaan worden bepaald in het huishoudelijk reglement bedoeld in artikel 11 van de kaderovereenkomst.

De uitwerking van dit huishoudelijk reglement dient te worden ingeschreven in de agenda van de eerste vergadering van het orgaan.

De eerste vergadering van het orgaan zal worden bijeengeroepen op initiatief van de voorzitter van het ministerieel comité.

HOOFDSTUK 4. — *Eindbepalingen*

Art. 7. Deze samenwerkingsovereenkomst tot uitvoering wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 8. Deze samenwerkingsovereenkomst tot uitvoering treedt in werking vanaf de publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Opgemaakt in Brussel, op 29 maart 2018, in zoveel exemplaren als er contracterende partijen zijn en in de Franse taal.

De Minister-President van de Regering van de Franse Gemeenschap,
R. DEMOTTE

De Minister-President van de Waalse Regering,
W. BORSUS

De Minister-President van het College van de Franse
Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,
F. LAANAN

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2018/11905]

26 APRIL 2018. — **Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de wijziging van bepaalde voorschriften inzake industriële emissies**

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen, artikel 6, § 1, gewijzigd bij de ordonnantie van 31 januari 2008 en bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 november 2013;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 12 juli 2001 tot vaststelling van de exploitatievoorwaarden voor de textielreiniging met behulp van solventen;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 8 november 2001 tot vaststelling van de exploitatievoorwaarden voor installaties voor de fabricage van schoeisel en pantoffels of delen daarvan;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 8 november 2001 tot vaststelling van de exploitatievoorwaarden voor installaties voor de bewerking van rubber;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 8 november 2001 tot vaststelling van de exploitatievoorwaarden voor wikkeldraadcoatinginstallaties ;

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2018/11905]

26 AVRIL 2018. — **Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant certaines dispositions en matière d'émissions industrielles**

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement, l'article 6, § 1^{er}, modifié par l'ordonnance du 31 janvier 2008 et par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 novembre 2013;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 juillet 2001 fixant les conditions d'exploitation pour le nettoyage à sec au moyen de solvants;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 novembre 2001 fixant des conditions d'exploiter aux installations de fabrication de chaussures et pantoufles ou parties de celles-ci;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 novembre 2001 fixant des conditions d'exploiter aux installations réalisant la conversion du caoutchouc;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 novembre 2001 fixant des conditions d'exploiter aux installations réalisant le revêtement de fil de bobinage;